

Allocution de M. François Mitterrand, Président de la République, sur la construction européenne et la nécessité d'une institution rassemblant tous les Etats démocratiques européens, au Sommet du Conseil de l'Europe, Vienne, le 8 octobre 1993.

Monsieur le Président,

- mesdames et messieurs,

- Comme vous, je me réjouis de la tenue de cette conférence. Je l'ai souhaitée, je ne suis pas le seul à l'avoir souhaitée. Elle a lieu, et à Vienne, c'est-à-dire dans l'un des endroits d'Europe qui s'imposaient. Je remercie l'Autriche et les organisateurs responsables du Conseil de l'Europe d'avoir mis tout cela au point. Ce sont des paroles de politesse sincères. La suite de mes propos sera tout aussi sincère mais peut-être moins consensuelle.

- En effet, nous parlons tous d'Europe, vous êtes tous là autour de cette table. Mais moi, je ne vois que des fractions d'Europe, des bouts d'Europe et je ne suis pas sûr qu'ils se rejoignent. Hier, l'Europe coupée en deux. C'était un grand drame. Aujourd'hui, la liberté et l'indépendance pour de nombreux Etats et peuples qui le méritaient. Mais la société des hommes, la nôtre, peut-elle jamais être paisible ? A peine cet acte historique était-il terminé qu'en commençait un autre, dans le sang, la tragédie, la division et la menace.

- Bien entendu, je ne regrette rien de l'Europe d'hier. Je suis heureux d'avoir pu assister à l'effondrement d'un empire dont les caractéristiques étaient exactement aux antipodes de ce en quoi je crois. Mais les temps nouveaux que nous avons à aborder exigent des conceptions claires et une volonté forte.

- Or, je le répète, je ne vois que des bouts d'Europe. On souffrait d'une Europe ou de deux Europe qui vivaient à la remorque, chacune d'entre elles, de super-puissances. On avait raison de s'en plaindre. Mais, aujourd'hui, l'Europe, c'est combien de pays ? Il y en a trente-deux ici. Combien y en aura-t-il demain, si les choses continuent ? Va-t-on choisir la voie de l'éparpillement ? Chaque ethnie a-t-elle vocation à devenir Etat ? Et qui réunira ces Etats, qui empêchera que les peuples de ces Etats ne se fassent de nouveau la guerre ou se combattent, n'obéissent à leur instinct de puissance ou ne réveillent les vieilles haines ?

- L'Europe... Je ne vais pas ajouter une définition à tant d'autres, parlons de choses simples. C'est un continent, c'est la géographie qui le dit. C'est une histoire, elle est dans tous vos esprits. C'est une culture et cela c'est rassurant parce qu'après tout, quelles que soient nos différences, nous puisons aux mêmes sources.

Voyons les endroits où l'Europe se fait et cherchons à renforcer cette tendance. On a déjà de la peine à s'y reconnaître : il y a l'Europe de la sécurité, c'est la CSCE. Je me souviens du temps passé quand l'Union soviétique existait encore. Il était parfois difficile de faire admettre que la CSCE fût une nécessité. J'étais de ceux qui pensaient cela et donc je ne peux que me réjouir de voir cette organisation se développer. Mais, par les temps qui courent, qu'est-ce que la CSCE ? Si l'on parle franc, la CSCE c'est tout le monde : bravo ! Et ce n'est personne... Qui a été franchement protégé ? Qui a vu ses libertés sauvegardées par une institution nécessaire mais

éloignée de nous ?

- La paix, c'est notre programme : les tensions montent partout, les guerres éclatent ou menacent. Les droits de l'homme ? Le droit des gens ? Oui, mais allez donc à Sarajevo ou ailleurs : pouvons-nous nous glorifier ensemble du respect du droit des gens ? Ici et là, on meurt et, au fond, personne ne s'en occupe sinon les organisations humanitaires et quelques pays qui ont accepté de faire des sacrifices pour contribuer à panser quelques plaies.

- Je ne veux pas du tout rester dans le pessimisme puisque je vais vous dire de quelle manière, personnellement et au nom de mon pays, je vois la réaction indispensable qui doit nous mobiliser.\

Ces bouts d'Europe sont, quelquefois, des bouts très importants. Pensons d'abord à la Communauté des Douze qui réunit quelque 340 millions d'Européens, avec des pays qui subissent de plein fouet la crise et la récession mais qui n'en sont pas moins les pays les plus prospères d'Europe. C'est aussi la première puissance commerciale du monde. Est-ce que la Communauté peut englober tous les pays démocratiques d'Europe ? Je le souhaite, évidemment, et il faudra le faire. Est-ce possible aujourd'hui ? C'est difficile, en tout cas, parce que la Communauté comporte des contraintes extrêmement sévères : c'est un marché unique pour les marchandises, pour les capitaux et pour les personnes, les hommes et les femmes, qui peuvent s'établir, travailler là où ils veulent, donc circuler comme ils veulent. Est-ce toujours possible ?

- Ce sont aussi des contraintes acceptées par les Douze : aujourd'hui, le Traité de Maastricht. Ce Traité, je suis heureux d'y avoir pris part avec plusieurs d'entre vous ici. Il est très attaqué. Nos opinions semblent parfois s'en détourner parce que la récession économique dont nous ne sommes pas responsables nous frappe et que, par ailleurs, le spectacle de l'impuissance générale autour du drame de l'ancienne Yougoslavie crée un doute dans les esprits. Comment répondre aux questions qu'on nous pose ? Y avait-il trop d'Europe ou l'Europe communautaire était-elle impuissante par nature ? Ma réponse est : non, il n'y avait pas assez d'Europe et je demande à celles et ceux qui m'entendent de bien vouloir se souvenir que le Traité de Maastricht n'est pas encore ratifié par tous les pays de la Communauté. De ce fait, il n'a pas encore de réalité juridique, il n'est pas entré dans les faits.

- On ne peut pas non plus reprocher à ce traité de n'avoir pas réussi à régler les problèmes difficiles de l'Europe tout entière alors qu'il n'engagera, après tout, que les pays qui l'ont signé. La Communauté, depuis le premier jour, est une Communauté ouverte. On peut y présenter sa candidature, on peut souhaiter s'y joindre. Plusieurs pays d'Europe, actuellement, en ont exprimé le souhait. J'espère que dans un délai très bref, qui ne devrait pas dépasser une année, ces pays-là deviendront à part entière membres de la Communauté : parmi eux et en premier lieu, le pays qui nous reçoit, l'Autriche. Mais il en est d'autres, ce qui veut dire que la Communauté européenne, devenue Union européenne, comportera, d'ici peu de temps, non pas douze pays mais treize, quatorze, quinze, seize, dix-sept... Ce bout d'Europe-là va grandir.\

Mais voilà, est-ce la réponse à tout ? Va-t-il y avoir en Europe d'un côté cette énorme puissance et, de l'autre, des pays isolés, en difficulté, condamnés à souffrir longtemps encore des conséquences du système qui les a dominés, dans certains cas pendant 70 ans et, pour les autres, 45 ans ? La Communauté, refermée sur elle-même, va-t-elle ignorer les autres pays démocratiques d'Europe ? Voilà la question qui se pose, elle est au centre de nos débats aujourd'hui.

- Il existe déjà de multiples accords - accords d'association, conventions ou traités de toutes sortes - entre la Communauté et de nombreux pays ici représentés. Mais la difficulté pour demain est l'inégalité même des forces en présence. Que chacun d'entre vous, désireux de traiter avec la Communauté, mesure ses forces : il en verra la faiblesse, l'extrême faiblesse. Dans quel état abordera-t-il ses discussions avec l'Europe communautaire ? Je vais le dire en des termes brutaux mais qui seront facilement compris : il faut éviter par-dessus tout qu'il y ait, d'un côté l'Union européenne et, de l'autre, une série de pays isolés qui sont dans le plus grand besoin d'aides économiques et que s'établisse, en fin de compte, une sorte de rapport de type colonial.

- On ne peut pas laisser les choses aller ainsi. Chaque pays reconnu souverain a droit à une dignité et à une coopération égales à celles des autres, c'est la mission même de toute

alignée et a une compétence égale à celles des autres, c'est le principe même de toute organisation internationale qui mérite ce nom. Voyez, au sein de l'Union européenne, les pays considérés comme petits. Leur histoire est grande mais certains les considèrent comme "petits" en raison de leur démographie, quelquefois aussi de la faiblesse de leur revenu national. Je pense à la Grèce dont l'histoire est l'une des plus grandes de toutes, au Portugal, l'un des quatre premiers pays à s'être constitué en Etat-nation, dès l'origine de l'Europe, à l'Irlande qui nous apporte une civilisation inimitable, spécifique et nécessaire. Eh bien ! On en parle comme des pays pauvres de l'Europe. Mais, lorsque nous nous réunissons à Douze dans les conseils européens, ils ont un droit égal aux autres : ils peuvent dire non. Il y a un ou deux représentants par pays et pas davantage pour les pays considérés comme plus puissants.

- Il faut qu'il existe une organisation pour l'Europe démocratique tout entière qui corresponde à cette définition. Vous direz que je reprends un refrain déjà un peu ancien et très contesté par beaucoup. Contesté pourquoi ? Parce que ni moi ni mon pays ne sommes chargés de définir, à nous tout seuls, qui doit prendre part à cette Europe-là. Je dis "tout état démocratique" et je ne vais pas plus loin ! Il y a des institutions qui se chargeront d'apprécier et je pense au Conseil de l'Europe.

- On disait, il y a trois ans : et la Russie ? Bien entendu, la Russie y aura sa place quand elle sera démocratique, cela arrivera, c'est peut-être déjà arrivé, vous en jugerez. Et l'Amérique ?

L'Amérique, c'est très utile, surtout pour la sécurité et, pour beaucoup d'entre nous, ce sont nos amis souvent les plus proches. Il a fallu que j'atteigne un âge avancé, trop avancé même à mes yeux, pour que j'apprenne que les Etats-Unis d'Amérique se trouvaient en Europe ! Bien entendu, ils ont leur mot à dire, si on le leur demande.\

J'ai tendance, mais c'est peut-être un nationalisme européen tout à fait regrettable, j'ai tendance à dire, reprenant le mot du premier Roi d'Italie en l'adaptant : "Europa farà da sé". Si les Européens ne prennent pas en mains leur propre destin, qui le fera ? Le Japon, la Chine, le Nigéria, le Brésil, le Texas, enfin je ne sais qui... Si vous ne décidez pas vous même de votre sort quelqu'un s'en chargera, cela soyez-en sûrs. Mais ce ne sera pas forcément la meilleure solution.

- J'ai quelque orgueil lorsque je pense au chemin parcouru avec d'autres pays, les cinq de la Communauté initiale, d'abord, et ensuite les onze. Je pense au rôle déterminant joué par plusieurs pays, par quelques grands hommes du passé. Je pense au travail que nous avons fait avec l'Allemagne, à l'attelage solide que nous avons réalisé avec Helmut Kohl. Quand on songe aux trois guerres qui nous ont opposés, à l'origine, dans deux cas, des deux guerres mondiales... Tout cela est surmonté. Cela prouve que c'est possible. Quand on me parle aujourd'hui de la Bosnie, de la Serbie, de la Croatie, comme s'il s'agissait d'oppositions implacables, d'un destin, d'une fatalité de guerre et de sang, je dis : "on l'a cru pour nous-mêmes". Moi, entre l'âge de 7-8 ans et celui d'aujourd'hui, j'ai appris que la France avait un ennemi héréditaire & c'était l'Angleterre. Un autre moment, c'était l'Empire austro-hongrois. Ensuite la Prusse, puis l'Allemagne. Il doit bien y avoir quelqu'un encore quelque part qui pourrait être notre ennemi héréditaire.

- Tout cela ce sont des leçons, celles de la vie et de l'expérience. Mais rien, aucun événement dramatique de l'histoire n'empêche d'imaginer, de construire une Europe entre les pays de la Communauté et le reste de l'Europe. Les uns seront en mesure d'entrer dans la Communauté & personnellement ne refuse personne, sauf ceux qui ne le pourraient pas, mais c'est à eux de le refuser eux-mêmes. Et les autres ? Ils sont en majorité ici autour de cette table et savent très bien de quoi je parle : vont-ils rester là tout seuls ? Vont-ils venir quémander une aide de quelques milliards de dollars tous les deux ou trois ans ? Vont-ils être en mesure de parler comme c'est nécessaire, et comme je le demande : d'égal à égal avec plus puissant qu'eux ? Ils en ont autant le droit.

- Pour cela, je vous le dis, il faut des institutions. Il n'y a pas de liberté dans chacun de nos pays sans institutions. Ce sont les institutions qui sauvent les libertés.

- Ces institutions pour l'instant elles sont multiples : j'ai parlé de la CSCE, pour la sécurité et c'est bien utile, cela pourrait-il être en tout cas. Je vous demande de bien vouloir jeter un coup d'oeil avec intérêt sur le récent plan français pour une conférence sur la stabilité en Europe. Toutes les

idées de cette sorte doivent être les bienvenues. J'ai parlé de la Communauté, de l'Union européenne, mais cela ne peut pas engager tout le monde à l'heure à laquelle je m'exprime. Et il y a le Conseil de l'Europe.\

Pendant longtemps j'ai pensé qu'il faudrait créer une Confédération des Etats démocratiques d'Europe : je le pense toujours. Le mot m'est indifférent, ce qui m'intéresse c'est la chose. Je me rends bien compte que si l'on ajoute une institution de plus, on finira par s'y perdre. Pourquoi le Conseil de l'Europe ne serait-il pas l'instrument qui permettrait la création d'une structure totalement européenne dans laquelle les pays, à égalité de dignité et de compétence, je le répète volontairement, traiteraient des problèmes qui leur seront communs ? C'est d'ailleurs votre idéal dans beaucoup de domaines, mais il faut élargir ce champ.

- On ne peut rien faire si l'on ne se connaît pas. Cette réunion que j'ai souhaitée, comme d'autres, elle est exceptionnelle, c'est la première de ce type. Croyez-vous que ce soit normal ? Ne serait-il pas nécessaire que les chefs d'Etat et de gouvernement puissent se rencontrer tous ensemble au moins une fois par an, poser les problèmes qui les prennent à la gorge ? Ne croyez-vous pas que les ministres des affaires étrangères, les ministres de l'économie et des finances de l'Europe tout entière, l'Europe démocratique, devraient se rencontrer plusieurs fois chaque année d'une façon déterminée par des institutions ? Il faut qu'il y ait un organisme permanent, comme il existe aujourd'hui un organisme permanent pour le Conseil de l'Europe, une sorte de secrétariat qui constamment transmettra des uns aux autres les informations indispensables et qui organisera les structures.

- Il faut que les compétences soient redéfinies. J'ai entendu ceux qui se sont exprimés avant moi commencer à définir ces nouveaux domaines d'intervention : ils ont parlé d'environnement, de transports, de communications, ils ont parlé de culture, ils auraient pu parler d'investissements car il peut y avoir, il doit y avoir une démarche économique globale. On pourrait multiplier les exemples : nous avons beaucoup à nous dire, constamment, et chacun des pays ici représenté doit pouvoir à tout moment saisir cette institution qui pourrait être le Conseil de l'Europe. Si ce n'est pas le cas, il faudra que ce soit autre chose, à vous de décider : il faut que l'Europe tout entière commence d'exister. Je me flatte, au nom de la France d'appartenir à la Communauté, à l'Union européenne dont je suis fier. Mais elle ne suffit pas. Arrivera sans doute un jour, où ce type de structure pourra servir à tous. Nous n'en sommes pas là. Laisserons-nous passer les années, la fin du siècle, en ignorant l'Europe ici représentée dans sa majorité ?

- On pourra toujours faire des voyages, des visites. C'est généralement très agréable & on est bien reçu, on se parle, on déjeune, on dîne (même beaucoup !), on débat de toute chose et puis chacun doit rentrer chez soi, on se sépare. Quand se reverra-t-on ? On n'en sait rien, on ne construit rien ! Et moi je m'inquiète de ce vide de l'Europe. Je le dis : ce mot remplit nos bouches mais face à la réalité que j'ai décrite tout à l'heure, géographique, historique, et culturelle, il n'y a pas politiquement d'Europe.

- Allons-nous nous considérer comme des bons ouvriers de l'Europe à construire dans les années qui viennent ? C'est mon vœu le plus cher, c'est celui que je vous confie.\

Pendant que je l'exprime - et cela a déjà été dit - la misère et la mort règnent dans combien de villes de l'ancienne Yougoslavie ? Il y a ici plusieurs chefs d'Etat ou de gouvernement qui représentent cette région d'Europe, ils savent bien de quoi je parle : peut-on faire peser la responsabilité sur celui-ci ou sur celui-là ? En fait, on n'est pas parvenu à empêcher le massacre scientifique d'une population qui ne passera pas l'hiver, nous le savons. Cela représente, à Sarajevo, quelques centaines de milliers de personnes, des enfants qui meurent sous nos yeux & des images vont nous rejoindre chaque jour dans nos foyers. Et on continue de tirer au canon et à la mitraillette et on continue d'interdire les transports de ravitaillement ou bien on s'en empare, de façon qu'ils parviennent à d'autres que ceux à qui ils étaient destinés. Il faudrait que l'Europe se bâtisse autrement que par les moyens du banditisme.

- Comme il est difficile d'imaginer que ce drame sera réglé par un drame supplémentaire, c'est-à-dire par des interventions militaires venues d'ailleurs (je parle en connaissance de cause car la France est le pays qui fournit aujourd'hui le plus d'hommes sur le terrain pour des actions

humanitaires qui sont souvent dangereuses et nous avons déjà de nombreux morts dûs à l'esprit de sacrifice de ces soldats), est-il impossible au Conseil de l'Europe de lancer un appel et de créer une situation psychologique et morale qui interdise que cela continue ? D'autant qu'il y a là une sorte de gratuité du crime car, après tout, Sarajevo n'est réclamée par aucun autre pays que la Bosnie. On se dispute d'autres terrains, mais on ne se querelle pas pour cette ville qui ne figure pas dans le contentieux qu'examinent MM. Owen et Stoltenberg.

- Eh bien ! Mesdames et messieurs et chers collègues, croyez-vous que c'est comme cela que l'on fera l'Europe ? Vous savez bien qu'ici et là, en Géorgie et ailleurs (mais je ne veux pas citer tous les pays, je ne veux en offenser aucun), d'autres guerres se préparent, que des conflits d'influence vont naître tout au long des années prochaines et que l'incendie va cerner une partie de l'Europe parce que nous n'aurons pas su fixer des règles en temps utile, celles de l'arbitrage pour la prévention des conflits ou pour leur règlement.

- Je ne veux pas prolonger cette intervention, je veux simplement vous faire sentir, si cela est nécessaire, que vous détenez la réponse : êtes-vous prêts à utiliser le Conseil de l'Europe, institution existante, reconnue, qui a justifié le déplacement des hautes personnalités qui m'entourent, représentant tant de pays, êtes-vous décidés à créer l'embryon de cette institution de l'Europe tout entière qui sera en mesure de réunir les responsables, d'organiser leur travail, de poser les problèmes réels ? Les débats d'idées sont nécessaires mais ne suffisent pas. Moi, j'ai beaucoup parlé du droit dans ma vie mais je n'ai pas le sentiment que d'en avoir parlé ait toujours suffi à lui assurer les victoires nécessaires.

- Sans institutions, il n'y a pas de liberté, sans institutions, il n'y a pas de démocratie, sans institutions dignes de ce nom, il n'y aura pas d'Europe. J'aperçois, dans le Conseil de l'Europe, les bonnes volontés, les compétences et les moyens. Je me souviens de l'avoir dit naguère à Strasbourg : cela dépend de vous, vous le pouvez ! J'espère que, dans peu de temps, la réponse sera donnée.\